

Convention collective régionale

**IDCC : 937. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES ET CONNEXES
(Haute-Vienne et Creuse)
(1^{er} juin 1977)**

(Etendue par arrêté du 22 juillet 1980,
Journal officiel du 21 septembre 1980)

**AVENANT DU 22 JANVIER 2016
RELATIF AUX SALAIRES ET AUX PRIMES AU 1^{ER} JANVIER 2016**

NOR : ASET1650329M
IDCC : 937

Entre :

L'UIMM de la Haute-Vienne et de la Creuse,

D'une part, et

La CFTC ;

La CGT ;

La CFE-CGC ;

La CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

1. Rémunérations annuelles garanties (RAG) applicables à compter du 1^{er} janvier 2016

Les rémunérations annuelles garanties prévues à l'article 6 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie de la Haute-Vienne et de la Creuse sont fixées à compter du 1^{er} janvier 2016 par le barème ci-dessous.

Barème des rémunérations annuelles garanties

Base 151,67 heures par mois, pour un horaire de travail effectif de 35 heures par semaine.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION ANNUELLE GARANTIE
I	1	140	17 714
	2	145	17 754
	3	155	17 792
II	1	170	17 923
	2	180	18 022
	3	190	18 140

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION ANNUELLE GARANTIE
III	1	215	18 399
	2	225	18 674
	3	240	19 224
IV	1	255	20 027
	2	270	21 165
	3	285	22 305
V	1	305	23 757
	2	335	26 033
	3	365	28 319
	3	395	30 700

Pour rappel, l'article 6 (I) de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie de la Haute-Vienne et de la Creuse précise :

« Il est institué, dans le cadre de la convention collective de la métallurgie de la Haute-Vienne et de la Creuse, un barème de rémunérations annuelles garanties (RAG) applicable à l'ensemble des catégories du personnel visées par l'accord national du 21 juillet 1975 sur la classification modifié.

Les RAG étant fixées pour la durée légale du travail, leurs montants devront être adaptés en fonction de l'horaire de travail effectif et, en conséquence, supporter les majorations légales pour heures supplémentaires.

Les RAG constituent les rémunérations réelles brutes annuelles au-dessous desquelles aucun salarié de plus de 18 ans ne peut être payé.

Le mensuel âgé de moins de 18 ans bénéficiera de la RAG fixée pour l'échelon ou le coefficient de son classement en fonction de la classification instituée par l'accord national du 21 juillet 1975 modifié, et ce sous déduction des abattements prévus par les dispositions conventionnelles ou légales, sous réserve que ces abattements soient appliqués effectivement par l'entreprise.

Pour la comparaison annuelle avec le barème des RAG des sommes réellement perçues par les salariés, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaire quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes figurant sur le bulletin de paie et supportant des cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale, à l'exception de chacun des éléments suivants :

- la prime de vacances, dans la limite de la valeur fixée par notre convention collective ;
- les primes d'ancienneté, dans la limite de la valeur fixée par notre convention collective ;
- les primes ou indemnités présentant le caractère d'un remboursement de frais (indemnités de transport, de déplacement, primes de panier, etc.) ;
- les primes liées aux conditions d'exécution du travail (primes de salissures, de chaleur, d'insalubrité, etc.) ;
- les primes liées à l'organisation du travail (primes d'équipe, de poste, de nuit, de maintenance, prime d'astreinte, etc.) ;
- les primes ou gratifications exceptionnelles et bénévoles ;
- les sommes perçues dans le cadre de la législation actuellement en vigueur sur la participation ou l'intéressement ainsi que les accords dérogatoires y afférents.

La vérification du compte d'un salarié interviendra à la fin de l'année considérée.

Sa vérification sera effectuée *pro rata temporis* en cas de survenance, au cours de l'année sur laquelle porte la garantie, de différents événements tels que :

- changement de classement ou de catégorie (vérification cumulée) ;
- départ de l'entreprise ou embauche dans l'entreprise ;
- suspension du contrat de travail.

Les rémunérations annuelles garanties ne serviront pas de base de calcul à la prime d'ancienneté prévue par la présente convention collective.

Les partenaires sociaux conviennent de se rencontrer chaque année afin de réexaminer le barème des RAG. »

2. Prime de vacances

Le montant de la prime de vacances est porté à 145 € à compter du 1^{er} janvier 2016. Pour les salariés à temps partiel, le montant de cette prime sera réduit *pro rata temporis*.

3. Rémunération minimale hiérarchique

La valeur du point, base 151,67 heures par mois, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, est fixée à 5,20 € à compter du 1^{er} janvier 2016.

(Voir tableau pages suivantes.)

Barème des rémunérations minimales hiérarchiques pour le calcul de la prime d'ancienneté au 1^{er} janvier 2016

(Base 151,67 heures par mois, pour un bonaire de travail effectif de 35 heures par semaine)

Valeur du point : 5,20 €.

Application : 1^{er} janvier 2016.

Base : 151,67 heures.

(En euros.)

Niv.	Ech.	Coef.	ADMINISTRATIF et technicien	OUVRIER				AGENT de maîtrise		AGENT de maîtrise d'atelier		
				Cat.	RMH	Majoration 5 %	Total RMH avec majoration	Cat.	RMH	RMH	Majoration 7 %	Total RMH avec majoration
I	1	140	728,00	O1	728,00	36,40	764,40					
	2	145	754,00	O2	754,00	37,70	791,70					
	3	155	806,00	O3	806,00	40,30	846,30					
II	1	170	884,00	P1	884,00	44,20	928,20					
	2	180	936,00									
	3	190	988,00	P2	988,00	49,40	1 037,40					
III	1	215	1 118,00	P3	1 118,00	55,90	1 173,90	AM1	1 118,00	1 118,00	78,26	1 196,26
	2	225	1 170,00									
	3	240	1 248,00	TA1	1 248,00	62,40	1 310,40	AM2	1 248,00	1 248,00	87,36	1 335,36
IV	1	255	1 326,00	TA2	1 326,00	66,30	1 392,30	AM3	1 326,00	1 326,00	92,82	1 418,82
	2	270	1 404,00	TA3	1 404,00	70,20	1 474,20					
	3	285	1 482,00	TA4	1 482,00	74,10	1 556,10	AM4	1 482,00	1 482,00	103,74	1 585,74

		ADMINISTRATIF et technicien	OUVRIER	AGENT de maîtrise	AGENT de maîtrise d'atelier		
V	1	1 586,00		AM5	1 586,00	111,02	1 697,02
	2	1 742,00		AM6	1 742,00	121,94	1 863,94
	3	1 898,00		AM7	1 898,00	132,86	2 030,86
	3	2 054,00			2 054,00	143,78	2 197,78

4. Formalités de dépôt

Conformément aux articles L. 2231-5 et suivants du code du travail, le présent accord est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives et sera déposé dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail.

Les parties signataires conviennent de procéder aux formalités tendant à l'extension du présent avenant.

Fait à Limoges, le 22 janvier 2016.

(Suivent les signatures.)